



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille vingt le 22 septembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, Cinéma le Zoetrope, après convocation légale en date du , sous la présidence de Monsieur Denis BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

Mme SARRAUTE, M. BROSSARD, Mme GIROTTI, M. CARREAU, Mme MERCHADOU, M. SABOURAUD, M. SERAFFON, Adjoints, M. DURANT, Mme BAUDERE, M. GADRAT, M. RIMARK, Mme DUBOURG, Mme THEUIL, Mme GRANGEON, Mme PAIN-GOJOSSE, Mme ZANA, M. MOINET, Mme SENTIER, M. CARDOSO, M. CHEVALIER, M. CASTETS, Mme HIMPENS, M. RENAUD, Mme LUCKHAUS, Conseillers Municipaux.

Etaient absents:

M. ELIAS, Mme BAYLE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. RIMARK est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 25

Conseillers votants : 25

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

2 – L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - DÉLÉGATIONS DONNÉES AU MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL - MODIFICATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

Par délibération du 11 juillet 2020, le Conseil municipal a accordé au Maire des délégations de compétences sur le fondement de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Cette délégation s'applique pour toute la durée du mandat et vise à simplifier la conduite des tâches administratives de la gestion de la commune.

Certaines précisions doivent être apportées à cette délibération :

- Modifier l'aliéna 26 en indiquant désormais que le maire a délégation pour « demander à tout organisme financier l'attribution de subvention d'investissement et de fonctionnement, **dans la limite de 300 000 euros** »,
- Modifier l'aliéna 28 en prévoyant que le maire peut « procéder au dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux **n'entraînant pas la création ou la disparition d'une surface de plancher supérieur à 300 m²** ».

Il est également nécessaire de compléter cette délibération pour autoriser les 2^{ème} et 3^{ème} Adjoints au Maire à signer les décisions prises sur ces fondements et tous les documents y afférents en cas d'absence ou d'empêchement du Maire et du 1^{er} Adjoint.

Pour finir, l'article L.2122-19 du CGCT prévoit que le Maire puisse déléguer sa signature à certains agents publics. Pour se faire, le Conseil Municipal doit avoir approuver le principe de la délégation de signature envers des fonctionnaires. Afin de simplifier la gestion courante de la Commune, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser M le Maire à pouvoir déléguer sa signature au Directeur Général des Services.

Il est donc demandé au Conseil Municipal d'autoriser :

- La modification des aliénas 26 et 28 de la délibération fixant la délégation du Conseil Municipal à Mr le Maire,
- De déléguer aux 2nd et 3^{ème} Adjoints au Maire la signature des décisions et tout acte pris sur le fondement de cette délégation du Conseil Municipal,
- D'autoriser Mr le Maire à autoriser le Directeur Général des Services à signer les actes pris sur le fondement de cette délégation en cas d'absence ou d'empêchement du maire.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits :

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 29/09/20
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20200922-63036-DE-1-1

Pour le Maire empêché,
Madame Béatrice SARRAUTE

